SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 4 JUIN 1919

Rapport des Commissions réunies de la Guerre et des Affaires économiques, chargées d'examiner le Projet de Loi concernant l'OEuvre nationale des invalides de la guerre.

(Voir les n^{os} 10, 152 et Ann. parl. de la Chambre des Représentants
des 7 et 14 mai 1919, et le n° 86 du Sénat.)

MESSIEURS,

Le Projet de Loi dont le Sénat est saisi répond à une pensée généreuse à laquelle les Commissions s'associent.

On peut se demander toutefois si, en l'occurrence, le mot *Œuvre* est d'une terminologie heureuse.

Ne semble-t-il pas impliquer une notion de charité, disons-le d'aumône, ce qui ne serait nullement de mise dans l'espèce.

Il s'agit ici, en effet, pour l'État, du paiement d'une dette contractée par le Pays tout entier, d'une dette sacrée!

Il ne faut donc pas, pour la dignité même de nos glorieux invalides, que le titre de l'Œuvre puisse faire songer à une sorte de bureau de bienfaisance venant en aide à des indigents.

La France, qui a créé un organisme analogue à celui que nous présente le Projet de Loi, l'a appelé « *Office national des mutilés et réformés de guerre* », et ce terme, Messieurs, est mieux choisi que celui d'*œuvre*, vous en conviendrez.

En Angleterre, un même souci de dignité a inspiré le choix du titre.

C'est pour ces différentes considérations que les membres des commissions de la Guerre et des Affaires économiques, réunies, vous proposent à l'unanimité de substituer au mot « œuvre » ceux d'*Institution nationale*.

* * *

Le Projet de Loi est extrêmement bref. Il dit en substance que l'œuvre est créée, qu'elle a la personnification civile et qu'elle est chargée d'amé-

liorer le sort des invalides, matériellement et moralement, puis elle renvoie à un arrêté royal qui réglera l'organisation et le fonctionnement de l'œuvre.

Que sera cet arrêté royal ? L'intéressant rapport de M. Pirard nous révèle quelques-unes des intentions du Gouvernement à cet égard.

M. le Ministre des Affaires économiques semble désirer que l'Œuvre nationale des invalides de la guerre soit organisée de la même manière que l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre, mais là il s'agit de mineurs.

Dès lors, l'on comprend qu'il faille une tutelle absolue.

Mais pour les invalides, il n'en est pas de même. Ce sont pour la plupart des hommes dans la force de l'âge et dont l'esprit a été mûri par quatre années d'épreuves héroïquement supportées.

Il nous paraît nécessaire de tenir compte de cette situation.

Voilà pourquoi la Fédération nationale des militaires mutilés et invalides de la guerre demande que les intéressés soient représentés au sein des commissions administratives qui seront créées.

Ils veulent — aspiration légitime s'il en fut — participer à la direction, à l'administration et au contrôle de l'œuvre nationale. Ils désirent que dans chaque assemblée délibérante les délégués forment la moitié ou au moins le tiers des membres.

En résumé, leur but est d'éviter que les questions les plus graves, intéressant leur sort, soient décidées en dehors d'eux, en comité secret, sans qu'on leur donne les raisons des résolutions prises ou, éventuellement, trop tard.

Ils pensent surtout — à juste titre — que leurs délégués sont à même de donner des indications très utiles, voire même indispensables sur les véritables intérêts et aspirations des invalides.

Ils redoutent également que des comités composés uniquement de personnes charitables, évidemment bien intentionnées, mais sans contact avec les invalides, ne veuillent faire le bonheur de ceux-ci en appliquant des conceptions parfois vieillotes et erronées.

Ils craignent aussi, avec raison, pour le cas où ils seraient exclus des délibérations, que des imposteurs ne réussissent à bénéficier de l'Œuvre nationale, qu'il y ait du favoritisme, enfin que la politique intervienne dans les décisions.

*
* *

D'autre part, les invalides demandent que toutes les fonctions salariées de l'Œuvre leur soient confiées, sauf impossibilité absolue.

*
* *

Ces deux principes, celui de la représentation des invalides dans l'Institution nationale et celui du privilège en matière d'emplois salariés ont été admis en France et en Grande-Bretagne.

Ils sont équitables et dès lors doivent figurer dans la loi, une simple déclaration ministérielle ne pouvant éventuellement suffire pour engager l'avenir.

Un membre de la Commission a exprimé le vœu, auquel elle se rallie, de voir choisir les délégués dans toute l'étendue du pays.

C'est dans ces conditions que les Commissions de la Guerre et des Affaires économiques réunies vous proposent, Messieurs, d'adopter le Projet de Loi avec les amendements qui seront déposés par MM. de Ro, Libioulle, Van der Molen, Carpentier, Empain et le duc d'Ursel, amendements dont elle a pris communication et qu'elle déclare approuver.

Le Rapporteur,
J.-A. CARPENTIER.

Le Président,
GEORGES DE RO.